

Dossier

# Un peu de Sud dans votre économie sociale ?

## Actualité de l'économie sociale et solidaire au Sud

Frédéric THOMAS, politologue,  
chargé d'études au Cetri – Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve)

L'économie sociale et solidaire (ESS) prend – au Nord comme au Sud – divers noms, dessine des contours divergents, et occupe, dans les politiques économiques et sociales, une place contradictoire, en fonction des pays. Cependant, partout, elle suscite un regain d'intérêt au regard, d'une part, de la crise endémique actuelle et, d'autre part, de ses potentialités en termes de création d'emplois, de lutte contre la pauvreté et de transformation sociale. Ce sont les enjeux et les mobilisations autour de cette actualité, au Sud, que le dernier numéro d'*Alternatives Sud* interroge.

### Une institutionnalisation problématique

L'institutionnalisation en cours des initiatives d'ESS dans nombre de pays, bien que souvent partielle, voire incohérente, traduit tout à la fois une réactualisation des pratiques et coutumes traditionnelles d'entraide et de travail collectif, une montée en puissance des organisations de la société civile, et l'intégration de l'ESS dans les programmes de développement des gouvernements, des ONG du Nord et des organisations interna-

tionales. Cependant, quand elle n'est pas détournée au profit d'une instrumentalisation politique, cette institutionnalisation continue à buter sur le caractère dispersé, fragile et hétérogène de ces initiatives. Sans compter les injonctions contraires auxquelles elles sont soumises. Ainsi, si la tendance mondiale est à une certaine reconnaissance institutionnelle du travail

et du potentiel de l'ESS, celle-ci est le plus souvent réduite à un instru-

ment de lutte contre la pauvreté et de création d'emplois, cantonnée à une annexe « sociale » de programmes macro-économiques, inchangés, qui déterminent la matrice des politiques de développement.

L'un des principaux enjeux des acteurs de l'ESS est dès lors de sortir de

**L'ESS doit être plus qu'une économie de pauvre pour les pauvres, et autre chose que le camion-balai du néolibéralisme.**



cette instrumentalisation et de cette impuissance, en étant plus et autre chose. C'est-à-dire, en étant plus qu'une économie de pauvre pour les pauvres, et autre chose que le camion-balai du néolibéralisme. Cela suppose en retour de changer de lunettes et d'échelle.

#### Une question d'actualité

Plutôt que de regarder l'ESS avec les lunettes de l'économie dominante, qui la subordonne à ses propres dogmes, celle-ci nous invite à bousculer notre vision de l'économie, la compréhension de ce qui ressort ou non de la politique, et, de manière générale, à la voir sous l'angle des changements sociaux. Adisco vient de recevoir le Prix du développement en Afrique de la Fondation Roi Baudouin. Son directeur, Déogratias Niyonkuru, a participé au numéro d'*Alternatives Sud*. À l'heure où son pays s'enfoncé dans l'instabilité, il appelle à porter un autre regard sur la situation du Burundi.

Ainsi, la violence politique actuelle est aussi, selon lui, le prolongement d'une violence sociale ; celle de la pauvreté, de la dépendance et de l'absence de développement inclu-

sif. Dès lors, si tous les efforts diplomatiques internationaux sont bien sûr les bienvenus, la sortie de crise dépend surtout du renforcement des capacités du peuple burundais à créer et concrétiser ses propres solutions.

**La sortie de crise au Burundi dépend surtout du renforcement des capacités du peuple burundais à créer et concrétiser ses propres solutions ; celles-ci passent entre autres par l'ESS.**

Or, celles-ci passent entre autres par l'ESS. En effet, sa dynamique participe d'une mobilisation des ressources endogènes (d'autant plus stratégique que près de la moitié du budget national dépend de l'aide extérieure) et d'un rejet « des modèles descendants ». Ses initiatives se matérialisent par la mise en place de groupes de solidarité, coopératives et mutuelles, qui offrent des services à la population, tout en renforçant ses moyens d'action.

Ce changement de regard sur les fondements de la crise burundaise et les contours de la solution à apporter s'accompagne nécessairement d'un changement d'échelle. Il convient de ne s'arrêter ni aux formes organisationnelles, tant les pratiques de nombreuses mutuelles et coopératives ne respectent pas les principes de l'ESS, ni aux dimensions locales, car l'enjeu est la construction d'un espace commun national, relayée et appuyée par des politiques publiques. D'ailleurs,

avec le soutien notamment de l'ONG belge, Solidarité socialiste, Adisco est engagée dans la mise en œuvre d'une « boussole » de l'ESS, qui puisse faire office de Charte burundaise en la matière.

Toutes proportions gardées, les défis de l'ESS au Burundi se retrouvent ailleurs et se posent dans les mêmes termes ; au croisement de la construction d'un mouvement social et d'une dynamique de transformations sociales. En dernier ressort, la prétention de l'ESS d'incarner une solution aux crises actuelles et, au-delà, d'être une alternative à la mondialisation néolibérale, dépend de sa capacité à inventer de nouveaux rapports avec les institutions publiques et le marché. |

